

# Résumé d'évaluation

## Sous-projets de l'Appel à projet TICE en Afrique subsaharienne

Le projet FADEP : Formation À Distance des Enseignants du Primaire à Madagascar

Pays : **Madagascar**

Secteur : **Education et formation, Emploi**

Évaluateurs : **Emmanuelle Voulgre, Didier Oillo**

Date de l'évaluation : **Septembre 2019**

## Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : **CZZ 1850**

Montant (euros) : subvention de 3M€ à l'AUF, dont 460 956 € rétrocédés pour FADEP.

Taux de décaissement FADEP : **100 %**

Signature de la convention de financement : **23 décembre 2015**

Date d'achèvement FADEP : **31 décembre 2018**

Durée FADEP : **36 mois**

### Contexte

Le projet FADEP est issu d'un appel à projets lancé et financé conjointement par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Il fut proposé puis porté par le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN) de Madagascar, qui s'est associé avec des partenaires actifs dont l'UNESCO, l'UNICEF, l'AUF, la société Orange.

Ce dispositif de formation de longue durée, hybride, s'est appuyé sur un principe d'autoformation, de tutorat et de travail de groupe en présentiel. Les contenus numérisés ont été rendus accessibles via tablettes, dont les enseignants furent dotés au démarrage du projet.

Les formateurs de l'Institut National de la Formation Pédagogique (INFP), nommés « tuteurs » dans le projet, ont assuré un tutorat à distance via la tablette tactile et en présentiel, lors de regroupements.

Munie de deux cartes SIM pour la téléphonie et la connexion à Internet, la tablette a permis aux enseignants apprenants de communiquer avec leurs tuteurs et leurs pairs tout au long de leur formation.

Prévue sur une durée de 24 mois (dont 12 mois financés par l'AFD), la formation a permis de former 946 enseignants du primaire dans 8 régions de Madagascar.

### Intervenants et mode opératoire

Le projet a été mis en œuvre par l'INFP en étroite relation avec le secrétariat général du MEN. Les centres régionaux de l'INFP (CRINFP) ont assuré l'encadrement des stagiaires. L'AUF, qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'Appel à projets TICE, a accompagné l'INFP et supervisé la réalisation des activités (notamment via l'intervention d'un expert international reconnu diligenté pour le suivi).



## Objectifs

### Objectif général

Renforcer les compétences professionnelles des enseignants recrutés à la fonction publique à travers un dispositif hybride de formation à distance.

### Objectifs spécifiques

- Mettre en place un comité national de pilotage de la formation des enseignants recrutés par la Fonction Publique ;
- Mettre en place un dispositif hybride de Formation Initiale à distance au sein de l'INFP ;
- Mettre en place un dispositif de certification des compétences professionnelles des enseignants nouvellement recrutés.

### Réalisations attendues

- Une cohérence du pilotage partenarial opérationnel pour l'ensemble des régions durant la formation ;
- Une conception d'ingénierie de formation hybride ;
- La conception de contenus de formation validés, accessibles en ligne
- Une formation de tuteurs pour l'accompagnement des formés
- L'élaboration de cadres réglementaires pour la certification des enseignants nouvellement recrutés en formation à distance.

## Appréciation de la performance

### Pertinence

La pertinence du projet repose d'une part sur le contexte lié à la croissance technologique, notamment, même s'il est encore insuffisant, à la croissance du taux de pénétration des télécommunications dans l'île, et sur la présence d'équipes pédagogiques déjà opérationnelles dans la formation à distance. D'autre part, elle porte sur l'adéquation des besoins de formation des instituteurs notamment les plus démunis en termes de connaissances de base du métier d'enseignant et l'encadrement techno-pédagogique tutoré instrumenté de tablettes et des ressources numériques.

### Cohérence

FADEP a été mis en place en synergies avec des institutions au service de la formation et de communication, ce qui a permis de construire un nouveau dispositif complémentaire au dispositif de formation existant. Cette cohérence fut renforcée par le suivi d'une Agence de coopération éducative ayant déjà mené des projets similaires et d'une Agence des Nations Unies agissant dans l'éducation de base, institutions dont les convergences politiques ont étayé la politique du Ministère de l'Éducation Nationale.

### Efficacité

L'efficacité découle de l'objectif de renforcement des capacités professionnelles des enseignants. On constate un fort taux de progression aux évaluations, de 30% à l'entrée en formation ce sont 60% des stagiaires qui obtiennent une note supérieure à la moyenne à l'évaluation finale. La mise en place et l'opérationnalisation d'un Comité de pilotage des formations construit pour durer est un élément fondamental de la pérennisation du projet. La construction rapide d'un dispositif hybride de formation des enseignants qui s'appuie sur des structures et des personnels existants et sur l'adaptation du cadre légal de reconnaissance des acquis de la formation notamment pour la bonification des carrières des apprenants est une vraie réussite du projet et une grande plus value pour la formation de formateurs malgache.

### Efficience

Les données disponibles appuient l'hypothèse que la formation continue FADEP est efficiente. L'augmentation des coûts à supporter par le Ministère serait relativement plus faible car les enseignants conserveraient leur classe et leur rémunération, mettant ainsi à profit les nouveaux acquis rapidement et sans que cela génère un besoin de remplaçants. Pour les nouveaux recrutés, notre analyse conduit à postuler un avantage pour le présentiel à condition que ce soit sur une durée courte, et que les compétences acquises soient renforcées par le dispositif FADEP. La bonification de carrière est un excellent stimulant de la motivation à rester dans la fonction publique

### Pérennisation

Les évaluateurs considèrent que la pérennisation de FADEP peut être envisagée selon trois modalités complémentaires pour trois publics différents. La première propose une formation à des **enseignants non-fonctionnaires** (ENF), recrutés par les communautés, sous réserve d'être précédée par une formation en présentiel courte. La deuxième, permet à FADEP de se substituer partiellement à la **formation initiale traditionnelle** selon la même modalité que pour les ENF. La troisième recourt totalement à FADEP pour la **formation continue en cours d'emploi**.

## Conclusions et enseignements

Une équipe d'encadrement très mobilisée, sérieuse et compétente, associée à un comité de pilotage partenarial représentatif est le plus grand atout du projet FADEP. Grâce à ce projet, près d'un millier d'enseignants ont été formés sur 8 régions.

**Sur le plan pédagogique**, il convient de repenser les contenus et d'en faire un préalable indispensable à la pérennisation. Si le niveau de recrutement demeure au BEPC, il conviendrait de proposer un test de niveau en français puis une mise à niveau linguistique pour les plus faibles dont la validation conditionnerait l'entrée en formation FADEP. Sans ce niveau linguistique de base, l'accès aux contenus restera compliqué et peu efficace.

**Sur le plan technologique**, il convient d'adapter les contenus et les activités aux outils numériques disponibles. Les tablettes devraient être utilisées comme outil de communication et de consultation de contenus plutôt que comme un ordinateur personnel.

**Quelques régulations sont encore à anticiper** : institutionnelles en impliquant plus l'échelon régional ; pédagogiques en impliquant les chefs des zones d'animation pédagogique dans l'encadrement pédagogique local ; technologiques en s'assurant de partenariats solides et répondant aux besoins du projet sur l'ensemble du territoire.

**Les premiers résultats** sont encourageants notamment sur l'institution de formation de formateurs qui a su s'adapter, voire faire évoluer sa stratégie en s'ouvrant à un nouveau paradigme éducatif. Ce projet reflète la concrétisation de la volonté de l'État malgache d'utiliser au mieux l'apport des technologies pour l'accroissement des capacités de ses personnels.

**Les évaluateurs jugent la formation FADEP de très bonne qualité. Celle-ci a permis d'augmenter les niveaux de connaissance et de compétence des enseignants.** La formation est reconnue comme un atout pour l'État malgache qui a décidé de la reconduire pour deux cohortes de 1750 enseignants chacune.

Cette décision s'appuie sur la relative efficience du projet dont le coût est relativement bas en comparaison avec d'autres projets similaires.

**D'ores et déjà, le capital construit par FADEP est réutilisable au niveau national.** Sous réserve de quelques ajustements recommandés, il n'est pas vain d'espérer la pérennisation du projet.

# Résumé d'évaluation

## Sous-projets de l'appel à projet TICE en Afrique subsaharienne

Le projet M-Learning : Améliorer la formation continue des instituteurs ordinaires et des professeurs de collège de Côte d'Ivoire par le mobile Learning

Pays : République de Côte d'Ivoire

Secteur : Education et formation, Emploi

Évaluateurs: Emmanuelle Voulgre, Didier Oillo

Date de l'évaluation : Septembre 2019

## Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CZZ 1850

Montant (euros) : Subvention de 3M€ à l'AUF, dont 403 266 € rétrocédés pour M-Learning

Taux de décaissement M-LEARNING : 100 %

Signature de la convention de financement : 23 décembre 2015

Date d'achèvement M-Learning : 30 novembre 2018

Durée M-Learning : 32 mois

### Contexte

Le projet M-Learning est issu d'un appel à projets lancé et financé conjointement par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Il fut proposé puis porté par le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA) de la République de Côte d'Ivoire en relation étroite avec l'antenne de l'AUF en Côte d'Ivoire.

Ce dispositif de formation de longue durée, hybride, s'est appuyé sur le principe de l'autoformation, du tutorat et du travail de groupe en présentiel organisé lors de mini-regroupements.

Les contenus numérisés de formation ont été rendus accessibles via une plateforme et sur des tablettes, dont les enseignants furent dotés au démarrage du projet. Les contenus sont également relayés par des nanoserveurs, les bibliobox.

Prévue sur une durée de 9 mois, la formation s'est adressée à 1000 enseignants du primaire et du collège dans 5 régions.

### Intervenants et mode opératoire

Le projet a été mis en œuvre par la Direction de la Pédagogie et de la Formation Continue (DPFC) appuyée par les Directions Régionales de l'Éducation Nationale (DREN) et les Antennes de la Pédagogie et de la Formation Continue (APFC). L'AUF, qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'Appel à projets TICE, a accompagné la mise en œuvre (notamment via l'intervention d'un expert international reconnu et diligent pour le suivi).



## Objectifs

### Objectifs

#### Objectif général :

Renforcer les capacités pédagogiques de 540 instituteurs ordinaires et 460 enseignants du secondaire issus de trois disciplines (français, mathématiques et sciences expérimentales) des régions d'Agboville, Divo, Bouna, Boundiali et Séguéla

#### Objectifs spécifiques :

- Renforcer le dispositif technique de formation ouverte et à distance ;
- Former un pool d'experts nationaux en apprentissage mobile ;
- Produire des ressources pédagogiques numériques adaptées à l'apprentissage mobile ;
- Mettre à la disposition des bénéficiaires des outils de l'apprentissage mobile ;
- Former des instituteurs ordinaires et des professeurs de collège au et par l'apprentissage mobile.

#### Réalisations attendues

- Installer un dispositif FAD-TICE en complément d'autres dispositifs ;
- Produire les ressources pédagogiques numériques (13 modules) adaptées au Mobile Learning ;
- Tester le dispositif ;
- Former 1000 enseignants à l'appropriation du projet.

## Appréciation de la performance

### Pertinence

La pertinence du projet repose d'une part sur le contexte de reprise de forte croissance économique du pays et sur la présence d'équipes pédagogiques déjà opérationnelles dans la formation à distance. D'autre part, elle porte sur l'adéquation des besoins de formation des instituteurs et professeurs de collèges, notamment les plus démunis en termes de connaissances de base du métier d'enseignant, avec l'encadrement techno-pédagogique proposé (tuteurs, tablettes connectées et ressources pédagogiques numérisées).

### Cohérence

La cohérence du projet M-Learning se mesure à sa conformité avec la politique affichée de la DPFC. Le manque de synergie entre les institutions nationales spécialisées dans la formation ont freiné la construction d'un nouveau dispositif de formation d'enseignants complémentaire au dispositif de formation existant. De plus, le projet prévoyait l'adaptation du cadre légal de reconnaissance des acquis de la formation, finalement pas réalisé, ce qui diminue les critères objectifs de son efficacité. Le suivi de l'AUF implantée en Côte d'Ivoire depuis de nombreuses années et ayant déjà mené des projets similaires a participé au renforcement de la politique du MENA dans les technologies éducatives.

### Efficacité

On observe pour certaines matières une nette amélioration entre la première évaluation rédactionnelle et les évaluations suivantes (variance de 0,1% pour le Français, de 2% pour la Physique-Chimie, de 15% pour les Maths et de 16% pour les SVT). La croissance des résultats masque donc une inégalité disciplinaire dans l'efficacité du dispositif.

### Efficience

Le projet a permis une rationalisation du temps de formation : réduction des déplacements et personnalisation de la durée du travail. Dans la formation en présentiel, en l'absence de soutien individuel, on peut estimer qu'une partie du temps est dépensée en pure perte – tous les apprenants n'ayant pas les mêmes connaissances et les mêmes capacités. On peut comparer les coûts du M-Learning, dont nous avons estimé la durée moyenne de travail des apprenants à 200 heures, avec ceux de la formation continue en présentiel d'une durée équivalente. Au regard des budgets engagés, **les coûts** de la formation continue traditionnelle **sont** nettement **supérieurs** à ceux du M-Learning.

### Pérennisation

Si l'on fait l'hypothèse que M-Learning est aussi efficace que la formation continue traditionnelle pour une durée de travail des apprenants comparables. **La pérennisation de M-Learning**, qui remplacerait la formation continue en présentiel, **est économiquement souhaitable**.

Actuellement, la formation continue en présentiel est peu étendue et, réalisée en général pendant les vacances scolaires, elle est peu prise par les enseignants qu'il est difficile de mobiliser. De ce point de vue, *M-Learning* serait probablement plus efficace. Toutefois, l'efficacité de la formation à distance repose en grande partie sur l'investissement individuel, le bénéfice de la formation doit donc être incitatif aux yeux de l'enseignant.

## Conclusions et enseignements

Une équipe d'encadrement motivée, sérieuse et compétente a su tenir compte d'autres expérimentations et en tirer des apprentissages utiles. Grâce à ce projet, près d'un millier d'enseignants ont été formés sur **5 régions**.

**Sur le plan pédagogique**, les contenus sont pertinents et leur utilisation est efficace mais celle-ci pourrait l'être plus si les critiques émises par les tuteurs et les apprenants étaient prises en compte par les concepteurs. Certains contenus sont très détaillés et denses étant données les modalités d'appropriation, et d'autres sont absents. De même, les apprenants considéraient les formulations de certaines évaluations des connaissances peu compréhensibles. Une démarche qualité structurée dans la production de contenus serait souhaitable.

**Sur le plan technologique**, il s'agirait d'adapter les contenus en qualité et quantité ainsi que les activités aux outils numériques utilisés. Les tablettes ne sont pas des ordinateurs personnels mais des outils de communication et de consultation de contenus. De plus, il faut veiller à ce que le partenariat technologique (matériel et réseau) soit le plus performant possible.

**Quelques régulations sont encore à anticiper** : renforcer le comité de pilotage et en lui donnant un rôle de d'orientation et de validation ; impliquer davantage les corps intermédiaires (inspecteurs, conseillers, chefs d'établissement) afin de faire évoluer les stratégies nationales et régionales de formation de formateurs ; offrir aux apprenants une bonification de carrière (acquisition d'une certification, renforcement indiciaire).

**Les premiers effets** enregistrés sont encourageants notamment sur les compétences acquise par les concepteurs et les tuteurs. Le système éducatif ivoirien dispose d'un groupe compétent d'intervenants à tous les niveaux du montage d'une formation hybride.

La formation M-learning est originale et elle représente un formidable atout pour la Côte d'Ivoire. Elle est efficace (évolution des notes au long de la formation, à de rares exceptions près) et efficiente (coût relativement bas au regard des autres projets similaires). Enfin, elle s'inscrit dans un vaste champ d'opportunités ouvert par la politique de l'État ivoirien dans le domaine des TICE.

# Résumé d'évaluation

## Appel à projet TICE en Afrique subsaharienne

Le projet ATIC (Apprendre par les TIC) : Dynamisation des apprentissages des maîtres du primaire par le mobile à Sikasso au Mali

Pays : **Mali**

Secteur : **Education**

Évaluateurs : **Emmanuelle Voulgre, Didier Oillo - SOFRECO**

Date de l'évaluation : **Décembre 2019**

## Données clés de l'appui AFD

**Numéro de projet : CZZ 1850**

**Montant (euros) : subvention de 3M€ à l'AUF, dont 474 956 € rétrocédés pour ATIC**

**Taux de décaissement ATIC: 100 %**

**Signature de la convention de financement : 23 décembre 2015**

**Date d'achèvement ATIC : 30 novembre 2019**

**Durée ATIC : 45 mois**

### Contexte

Le projet ATIC est issu d'un appel à projets lancé et financé conjointement par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Il fut porté par l'ONG Aide et Action International Afrique (AEA) en étroite collaboration avec le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN).

Un grand nombre d'enseignants du primaire du Mali exercent sans formation initiale et sans bénéficier de formation continue et de suivi du fait du nombre insuffisant d'encadreurs pédagogiques et de la faiblesse des ressources financières disponibles pour organiser des formations en présentiel.

Ce dispositif de formation hybride des enseignants de 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> année en sciences et en mathématiques s'est appuyé sur un principe d'autoformation, de tutorat et de travail de groupe en présentiel. Il a concerné 2 Académies d'Enseignement de la région de Sikasso via 6 Centres d'animation pédagogique (CAP).

### Intervenants et mode opératoire

ATIC est mis en œuvre par la Direction Nationale de l'Enseignement Normal (DNEN) du MEN, en charge de la formation initiale et de la formation continue des enseignants, et AEA qui réalise la coordination administrative et la mise en œuvre pratique du projet.

Le pilotage repose sur un comité de pilotage, un comité de concertation et de suivi et une Unité de gestion basée à Sikasso. Un consultant international apporte un appui au projet. Orange Labs, fort de son expérience dans le cadre du programme IFADEM Madagascar, assure le rôle d'expert technologique. Une supervision fut assurée par l'AUF via l'intervention d'un expert international reconnu et diligenté pour le suivi.



## Objectifs

### Objectif général :

Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation au cycle primaire au Mali, en mathématiques et sciences, dans les Académies d'Enseignement de Sikasso et Koutiala.

### Objectifs spécifiques :

1. Améliorer les compétences professionnelles de 840 maîtres dont 120 directeurs d'écoles du cycle primaire dans l'enseignement des sciences de l'observation et des mathématiques.
2. Améliorer les taux de couverture d'encadrement pédagogique des 2 Académies d'Enseignement.

### Réalisations attendues :

- Création des ressources pédagogiques
- Montée en capacité des structures accompagnantes
- Déploiement des regroupements
- Déploiement des services de communication
- Formation aux TICE
- Services après-vente/SAV
- Actions de promotion
- Recherche-Action

## Appréciation de la performance

### Pertinence

La pertinence du projet relève d'une part du contexte lié au développement technologique du pays et à la présence d'équipes pédagogiques déjà opérationnelles dans la formation à distance. D'autre part, elle porte sur l'adéquation des besoins de formation des enseignants notamment les plus démunis en termes de connaissances de base de leur métier, et sur l'encadrement techno-pédagogique s'appuyant sur des tablettes et téléphones mobiles ainsi que de ressources numériques.

### Cohérence

La cohérence du projet ATIC fut mesurée par la **mise en synergie d'institutions** au service de la formation et de communication ce qui a permis de construire un nouveau dispositif associé et complémentaire au dispositif de formation existant. De plus ATIC est en conformité avec la politique de la DNEN dans le cadre du projet de coopération *Formé*. Enfin, l'AFD est très engagée sur ce secteur au Mali, notamment à travers le Programme d'Investissement Sectoriel de l'Éducation (PISE). De plus, elle effectue un suivi sectoriel à travers son implication au sein du Partenariat Mondial pour l'éducation.

### Efficacité

Mise à part l'adoption de nouvelles pratiques pédagogiques, la formation continue porte essentiellement sur des mises à niveau ou du perfectionnement. Entre la première et la dernière évaluation réalisée dans le cadre d'ATIC, le taux de progression des résultats aux tests est de 22,2 % en mathématiques et 33,6% en sciences, ce qui suggère une certaine efficacité du projet au regard des objectifs de départ.

### Efficience

Les données disponibles appuient l'hypothèse que la formation continue ATIC est efficace. En effet, des indications estimatives sur le temps moyen consacré pour l'autoformation, les échanges enseignants-tuteurs, les regroupements présentiels et les échanges enseignants-enseignants, situeraient le travail moyen d'un enseignant pour la formation ATIC autour de 200 heures sur 6 mois, soit environ **30 jours** à temps plein, ou 5 semaines. Concernant les coûts fixes moyens d'ATIC, les gestionnaires du projet les ont évalués à 110 euros par personne. Si on tient compte du fait que les enseignants restent en poste sans décharge durant leur formation, les coûts de la formation continue traditionnelle sont donc nettement supérieurs à ceux d'ATIC (coût formation + déplacement + hébergement + salaire payé).

### Pérennisation

Sous l'hypothèse qu'ATIC est aussi efficace que la formation continue traditionnelle pour une durée de travail des apprenants comparable, **la pérennisation d'ATIC est économiquement viable**. Actuellement, ce type de formation continue est peu étendu. L'efficacité de la formation à distance reposant en grande partie sur l'investissement individuel, le **bénéfice de la formation** devra donc être incitatif aux yeux de l'enseignant (reconnaissance des acquis).

## Conclusions et enseignements

**Sur le plan pédagogique**, les modules analysés correspondent aux besoins recensés en amont. Le partenariat avec des experts internationaux a favorisé le renforcement méthodologique des concepteurs nationaux. Les besoins ont été couverts par des contenus pertinents à l'exception de quelques manques en mathématiques et en sciences au regard des programmes officiels.

**Sur le plan technologique**, on note une conception technique originale faisant appel à une plate-forme centrale, des nanoserveurs, des terminaux (tablettes et *smartphones*) associée à un partenariat avec le groupe Orange (Orange Mali et Orange Labs) qui a mis à la disposition du projet du matériel adéquat ainsi qu'une réduction de 30% sur les communications. Tout ceci plaide pour que ce projet soit un modèle de technologies appropriées à l'éducation.

**Quelques régulations seraient néanmoins à prendre en compte**, notamment institutionnelles, à travers une nécessaire reconnaissance des acquis et/ou une bonification des enseignants ayant réussi leurs évaluations. Actuellement, la DNEN considère ATIC comme un renforcement des compétences.

**Les premiers effets** enregistrés sont encourageants. Ce projet reflète la concrétisation de la volonté de l'État malien de moderniser son appareil de formation de formateurs en utilisant au mieux l'apport des technologies. La formation a permis indéniablement d'augmenter les niveaux de connaissance et de compétence des enseignants en mathématiques et en sciences.

Les évaluateurs concluent que le projet a démontré que l'utilisation tutorée des TICE en cours d'emploi peut être une alternative viable à la formation présentielle des enseignants. **Le capital construit par ATIC est réutilisable au niveau national**. En s'appuyant sur le bond technologique envisagé par le Mali et sous réserve de quelques ajustements, il est souhaitable que le projet soit étendu à d'autres régions. Cette proposition s'appuie sur la relative efficacité d'ATIC dont le coût, au regard des performances constatées, est relativement bas en comparaison avec des projets similaires.

Cependant, le projet n'étant pas renouvelé, il est à craindre que le capital d'expériences acquises soit perdu.

# Résumé d'évaluation

## Appel à projet TICE

Le projet UTIFEN : Usage des technologies de l'information pour la formation des enseignants au Niger

Pays : **Niger**

Secteur : **Education**

Évaluateur s: **Emmanuelle Voulgre, Didier Oillo - SOFRECO**

Date de l'évaluation : **Octobre 2020**

## Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : **CZZ 1850**

Montant (euros) : subvention de **3M€** à l'AUF, dont **475 000 €** rétrocédés pour UTIFEN

Taux de décaissement UTIFEN : **84 %**

Signature de la convention de financement : **23 décembre 2015**

Date d'achèvement UTIFEN : **30 novembre 2019**

Durée UTIFEN : **47 mois**

### Contexte

Le projet UTIFEN est issu d'un appel à projets lancé et financé conjointement par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Il fut proposé puis porté par le Ministère de l'Enseignement primaire du Niger en relation étroite avec l'Université de Montréal et la société Orange. Ce dispositif hybride de formation de longue durée, s'est appuyé sur le principe de l'autoformation et du tutorat automatisé via une plateforme dite adaptative. Des mini-regroupements volontaires ont été laissés à l'appréciation des apprenants d'une même région.

Prévue sur une durée de 9 mois, la formation s'est initialement adressée à des personnes sélectionnés dans trois ordres de l'enseignement : primaire, secondaire et technique et professionnel.

### Intervenants et mode opératoire

La maîtrise d'ouvrage fut assurée par le Ministère de l'enseignement primaire en relation étroite avec les Ministères des enseignements secondaires et des enseignements techniques et professionnels. La formation s'appuie sur des contenus pédagogiques numérisés et accessibles via une plateforme ou sur des cartes mémoires du téléphone des apprenants. Ces contenus sont renforcés par un tutorat automatisé via la plateforme et des mini-regroupements locaux sur la base du volontariat. Des tests sont régulièrement organisés au travers d'envois de messages (textos). Une équipe de quatre personnes trois nigériens et un québécois assure la coordination opérationnelle du projet. Une supervision fut assurée par l'AUF via l'intervention d'un expert international reconnu et diligenté pour le suivi.



## Objectifs

### Objectif Général :

Contribuer au renforcement professionnel et à la rénovation des pratiques pédagogiques d'un grand nombre d'instituteurs, de professeurs de collège et de professeurs de l'enseignement technique et professionnel en utilisant les TICE. Renforcer les compétences de l'ensemble des élèves du primaire, secondaire et professionnel au Niger.

### Objectifs spécifiques :

1. Renforcer le dispositif technique de formation ouverte et à distance ;
2. Former un pool d'experts nationaux en technologies éducatives et formation à distance ;
3. Produire des ressources pédagogiques numériques adaptées au terminal retenu ;
4. Mettre à disposition des bénéficiaires les outils retenus ;
5. Former instituteurs, professeurs de collège et de l'enseignement technique et professionnel aux outils du projet et aux méthodes retenues.

### Réalisations attendues

1. Accompagner au moyen des TICE, 11901 futurs enseignants du primaire, 1429 formateurs d'enseignants, 64205 enseignants du primaire, 14963 enseignants du secondaire, 1116 enseignants professionnel et technique en poste au Niger ;
2. Développer et déployer la plateforme UTIFEN permettant la communication avec les apprenants.

## Appréciation de la performance

### Pertinence

La pertinence du projet UTIFEN relève d'une part du contexte lié à un besoin criant de formation de formateurs du à une croissance importante de la population en âge de scolarisation et à l'existence d'équipes pédagogiques déjà opérationnelles dans la formation à distance notamment à travers d'autres projets connexes. D'autre part, elle porte sur la capacité théorique du dispositif à former sur leur temps de travail de grandes cohortes d'enseignants, à moindre coût, ceux-ci utilisant leur propre matériel. Cependant elle est obscurcie par un très faible taux de pénétration des technologies communicantes et une électrification du pays très insuffisante.

### Cohérence

La cohérence du projet UTIFEN se mesure à la conformité avec la politique affichée des Directions des trois ministères impliqués. On constate cependant, l'absence de synergie entre les institutions nationales impliquées dans la formation des enseignants. Ceci a entravé la construction d'un nouveau dispositif de formation d'enseignants associé et complémentaire aux dispositifs de formation existants. De plus, le projet incluait à l'origine l'adaptation du cadre légal de reconnaissance des acquis de la formation, malheureusement, l'enseignement primaire a requalifié tardivement la formation en renforcement des capacités.

### Efficacité

L'évaluation émet de sérieuses réserves quant à l'efficacité de la formation et l'atteinte des résultats escomptés. D'après les données disponibles (dont la fiabilité est à questionner au vu des différences erratiques observées suivant la source de données considérée), sur environ 3071 apprenants inscrits sur la plateforme, 5 ont suivi un rythme normal, 3 ont un léger retard (1 à 2 semaines) et 3063 accusent un retard majeur voire un abandon. Par ailleurs, concernant la plateforme on aurait pu souhaiter un transfert des savoir-faire du Nord vers le Sud, qui n'a pas pu avoir lieu. Le projet enfin n'a pas pu aller à son terme.

### Efficience

Comparer les coûts d'UTIFEN à ceux de la formation continue traditionnelle est délicat à cause du non aboutissement du projet UTIFEN. On peut considérer qu'un des **avantages essentiels** d'UTIFEN aurait été d'avoir la capacité de formation de plus de 20 000 apprenants tout en rationalisant le temps de formation : réduction des déplacements et, surtout, personnalisation de la durée du travail. Or, en l'absence de résultats voire même de possibilité de comparaison des évaluations entre le début de la formation et la fin ou encore au regard de la formation en présentiel, les données ne permettent pas de conclure quant à l'efficience de la formation UTIFEN.

### Pérennisation

Faute de résultats mesurables, il est impossible d'aborder la problématique de pérennisation. Mais il est possible de douter de la généralisation d'un tel projet qui se heurterait d'emblée à un développement technique et technologique très insuffisant. Le Niger se situe en effet dans la queue du peloton au niveau africain et mondial. Selon l'Union internationale des Télécoms en 2016 le pays est classé 175ème sur 175.

## Conclusions et enseignements

L'équipe évaluatrice considère que les raisons du non-aboutissement d'UTIFEN sont de plusieurs ordres.

**Sur le plan technique**, la société Orange-Niger n'a pas permis de fournir une plateforme adéquate répondant aux spécificités du projet. Un retard important a par ailleurs été pris dans la fourniture de listes d'apprenants, et le schéma techno-pédagogique a été tardivement modifié suite à la demande de l'enseignement primaire d'introduire des tuteurs. Enfin, le retard de la fourniture des cartes mémoires a également retardé le projet de façon très importante.

Au regard des entretiens réalisés avec les différents acteurs, il apparaît que le travail de préparation en amont du lancement du projet, pour l'obtention d'un consensus général, ait été insuffisant.

Parallèlement, le projet n'avait pas élaboré de **système de conduite du changement**. D'après les évaluateurs, les porteurs du projet n'ont pas suffisamment **anticipé les freins et les résistances existants**.

Trois causes de résistances auraient dû être analysées et prises en compte, les **causes individuelles** (le changement est synonyme de rupture, de remise en cause, de perte des points de repères), les **causes structurelles** (le changement des méthodes de travail et la révision des processus en vigueur) et les **causes culturelles** (l'évolution du système des valeurs et des responsabilités).

Les évaluateurs concluent que ces **trois ensembles de causes associées à un très faible développement technologique sous-tendent le non-aboutissement du projet UTIFEN**. Elles ont été à l'origine d'un *bias techno-pédagogique*.